

7 Jours

Filpac CGT

N°3 – jeudi 31 mai 2012

Bien sûr que les relations avec le nouveau gouvernement ont changé. Mais une violente pression est exercée par l'Union européenne et le FMI pour qu'il continue sans tarder la politique d'austérité engagée par le prédécesseur de François Hollande. Il faudrait rester spectateur, attendre et voir ? Il vaut mieux, pour les revendications et les propositions alternatives à la politique libérale, organiser la résistance à l'austérité de l'Union européenne. Les dégâts en Grèce, en Espagne, en Italie illustrent les monstruosité de cette austérité libérale. Mieux vaut prévenir... et sans tarder appuyer nos revendications et propositions par la mobilisation. Lors du conseil de l'Europe fin juin. Et pour le sommet social de juillet. Succession ? Oui, c'est bien la succession des licenciements qui nous préoccupe. Et les mesures exigées par l'Union européenne.

Organisons la résistance à la politique d'austérité que veut imposer l'Union européenne

Directeur de la publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr

FI LPAC-CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93514 Montreuil cedex Tél. : 01 48 18 80 24 – Fax : 01 48 51 99 07 filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr

Les directives de l'Union européenne à la France et à l'Europe ?

Continuez l'austérité !

« Toi tu ne changes pas, t'es comme le prix des allumettes », chantait naguère un duo populaire. Eh bien, en matière de rengaine, l'Union européenne a pris le relais : sa politique tout entière tournée vers la finance recommande une violente austérité qui entraîne un désastre à l'échelle du continent. Qu'importe, répète la Commission européenne le 30 mai, « continuons de faire payer la crise à ceux d'en bas ».

Et de sommer le gouvernement Hollande, comme ses collègues européens, de s'en tenir à une rigoureuse austérité, selon le bréviaire libéral bien connu :

- Maintenir un haut niveau de chômage et briser par cette force dissuasive la résistance à l'austérité.
- Baisser le « coût du travail » - dont la protection sociale - excessif pour le maintien de leurs profits.
- Augmenter le temps, la flexibilité et la précarité du travail.
- Détruire les conventions collectives et marginaliser les syndicats.
- Consacrer une part croissante du PIB au remboursement de la dette et comprimer les dépenses publiques.
- Laisser libres l'évasion fiscale, la spéculation financière, les concentrations et délocalisations industrielles.

Cette désastreuse politique, unifiée sur tout le Vieux Continent, tue par avance tout recours à la croissance, précipite les populations dans la pauvreté, piétine la souveraineté démocratique et avantage outrageusement les banques et le système financier. La Grèce, qui avait mis tant de temps à se débarrasser de la dictature des Colonels, est mise sous tutelle par une Troïka BCE-Union européenne-FMI, à laquelle Christine Lagarde donne un caractère ouvertement xénophobe. L'Espagne à l'ère libérale liquide en quelques jours les acquis sociaux de l'après-dictature franquiste. Et l'alternance politique en France est priée de s'aligner, quel que soit le résultat du suffrage universel.

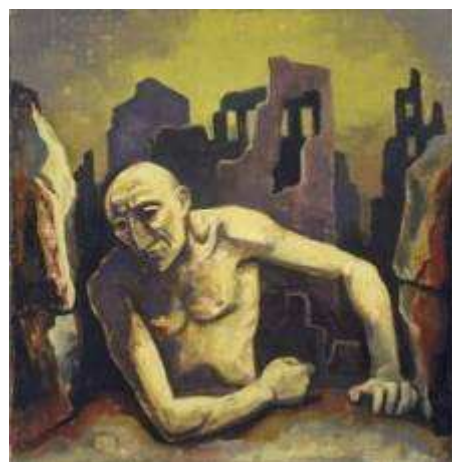
L'eurocratie va-t-elle gagner ? Par eurocratie il faut entendre ce pouvoir au dessus des urnes et des lois, composé de l'Union européenne et ses commissaires, la direction de la BCE, la Cour de justice européenne et bien sûr les représentants continentaux du FMI.

La question qui nous est posée ?

Comment organiser la résistance européenne à l'austérité.

On connaît en gros la silhouette de la politique gouvernementale : moyenne et normale.

- Un peu de relance de la demande intérieure par l'augmentation des salaires, mais pas au point de se retourner contre la dette et les mécanismes financiers qui étranglent la population.
- Un peu de correction des inégalités par l'impôt direct plus redistributif, mais pas trop. Pas au point de soumettre le pouvoir financier par des directives rompant avec l'obligation de l'Etat à n'emprunter qu'aux marchés privés, et avec la spéculation sur la dette de ces mêmes marchés financiers contre les Etats qui les renflouent.



- Un peu de contraintes infligées aux patrons qui licencient, mais pas au point d'encadrer par la loi leur pouvoir absolu et corriger ainsi l'asymétrie des droits des salariés en regard du droit sans limite des actionnaires et des propriétaires légaux.

Bref, rien ne se fera de propre et de bon pour les actifs, jeunes, chômeurs et retraités sans la mobilisation d'ensemble contre la politique d'austérité.

Mais en quelle direction ? Et comment ?



S'agit-il d'opposer à la pression exercée par l'Union européenne en faveur de l'austérité une contre-pression sur le gouvernement Hollande pour qu'il y résiste ? Ce serait largement insuffisant. Pourquoi ?

F. Hollande est représentatif d'une politique de relance de la croissance par la demande intérieure. Ce qui implique une augmentation du pouvoir d'achat, une fiscalité corrigeant les inégalités, une relance des dépenses publiques, une prise de contrôle d'une partie des ressources financières au service de cette politique et un plan de grands travaux d'utilité publique pour créer des emplois. Sauf que pour pratiquer une telle politique, il faut absolument la coordonner avec les autres Etats de l'Union, sans quoi la guerre de la compétitivité par l'abaissement des coups du travail aura tôt fait de balayer la relance pratiquée dans un seul pays. D'où la priorité donnée par Hollande au

cadre européen.

Mais une augmentation substantielle des salaires, par exemple, suppose un affrontement direct avec l'ensemble du patronat et de la politique d'austérité européenne, ce que n'a jamais envisagé Hollande. Il a désigné la finance en général comme ennemie, sans renoncer à pratiquer une politique tournée vers le remboursement d'une dette entièrement liée aux mécanismes financiers dominants. La règle d'or est la sienne.

Donc ? Construire un mouvement de résistance à l'austérité européenne, avancer des contre-mesures alternatives au libéralisme, opérer la jonction du mouvement syndical avec les formes de résistance à l'austérité qui se manifestent partout en Europe.

L'austérité est une politique partagée en Europe ? Partageons à cette échelle la démarche revendicative. Notre fédération avec la CGT doivent coordonner les efforts avec les mouvements de résistance existant, les autres syndicats bien sûr, mais aussi les mouvements grecs, espagnols en première ligne, et avec les mouvements de jeunes qui se manifestent, tant en Allemagne qu'en Espagne. Le but est de dégager des revendications communes sur le salaire minimum, le droit de licencier, la qualification du travail et la protection sociale. Faute de quoi, la mise en concurrence des salariés entre eux sera immanquablement organisée par les maîtres de l'eurocratie au service des patrons et des financiers.

Avancer des mesures alternatives à la politique libérale d'austérité. Sous le mot d'ordre national et européen : « Ce n'est pas aux salariés de payer la crise », affirmons nos exigences :

- Contre la dette, rupture avec l'obligation de l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers. Que la Banque centrale européenne devienne une banque fédérative des Etats de l'Union leur prêtant directement au taux le plus bas sans passer par les banques privées. Taxation des revenus spéculatifs.
- Contre les licenciements, une loi nationale à vocation européenne qui limite fortement le droit patronal de dépouiller les salariés de leur seul revenu, le Travail, actuellement sans limite.
- Protection automatique du contrat de travail contre les destructions d'emplois, dont les patrons devront payer les dégâts.
- Desserrer l'étau du chantage « emploi contre salaire » : aller aux sources du partage des richesses par la répartition de la valeur ajoutée en faveur du salariat.
- Création par l'initiative des pouvoirs publics tant nationaux qu'européens de travaux d'intérêt collectif selon les besoins non satisfaits, comme les logements sociaux, les équipements de santé et collectifs.
- Une loi fondamentale pour l'information : la Filpac CGT entre dans la phase active !
- Un plan stratégique de développement de la filière Bois-Papier sous l'égide du gouvernement « invitant fortement » les représentants patronaux à y participer.

Pour une mobilisation lors de la tenue du Conseil de l'Europe les 28 et 29 juin contre sa politique européenne d'austérité, comme UNI Europa - avec la Filpac CGT - l'a adopté lors de sa réunion de direction mi-mai, ce que devrait le proposer la CGT à la CES mardi 5 juin.

Pour un rassemblement national pour appuyer les revendications lors du sommet social de juillet. Voilà les tâches qui assureront la bonne santé d'une CGT tournée vers les salariés et leurs intérêts.